

Quelques brèves remarques sur la notion de dialogue

Rachad Antonius

Numéro 83, hiver 2021

L'art (presque perdu) du dialogue

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95837ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Antonius, R. (2021). Quelques brèves remarques sur la notion de dialogue.
L'Inconvénient, (83), 37–41.

Quelques brèves remarques sur la notion de dialogue

ESSAI Rachad Antonius

Aux moments les plus intenses des négociations de paix entre Israël et les Palestiniens, diverses initiatives de dialogue avaient été mises sur pied, les programmes les plus connus étant ceux qu'on désignait par le terme « *People to People* ». Les puissances occidentales avaient alors consacré des dizaines de millions de dollars au financement de rencontres de dialogue entre de jeunes Israéliens et de jeunes Palestiniens et d'activités communes qui leur permettaient de se rapprocher. Ces rencontres avaient pour but explicite de surmonter les obstacles psychologiques qui pourraient bloquer un processus de réconciliation entre les Israéliens et les Palestiniens. De tels obstacles existaient réellement, et cette tentative de les surmonter par le dialogue aurait certainement été très productive si elle avait été accompagnée de

gestes concrets pour mettre fin à la colonisation des territoires occupés. Or, pendant ce temps, non seulement il n'y a eu aucun geste de la part de la puissance coloniale pour se conformer au droit international et mettre fin à sa mainmise sur de vastes portions de la Cisjordanie et de Gaza, mais au contraire la colonisation s'est intensifiée à un rythme accru. Et quand les Palestiniens voulaient protester auprès des instances internationales (par la convention de Genève ou la Cour internationale de justice), ils se faisaient dire par des pays comme le Canada que cela était contre-productif, compte tenu du processus dit « de paix » qui était en cours. Il devint clair, au fil des ans, que ces programmes de dialogue ne visaient pas à construire une paix véritable, même si certains de leurs artisans y croyaient sincèrement. Ils

visaient plutôt à faire accepter aux Palestiniens une forme de paix et de réconciliation avec ceux qui les avaient expulsés de leur terre *sans pour autant que l'on mette fin à la cause originale du conflit : l'occupation*, sans ralentir l'intensification de la colonisation et sans instaurer de mesures de réparation. On peut en conclure que ces programmes ont sans doute constitué l'exemple le plus cynique du recours à la notion de dialogue dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien. Et, comme on l'a vu par la suite, ces tentatives de dialogue ont abouti à un échec, et le conflit qui persiste est toujours aussi aigu.

Le texte qui suit part du constat de cet échec. Je ne ferai pas ici l'historique de ce dialogue, ni de ses succès et de ses ratés. Je voudrais plutôt partager, en les extrapolant un peu, des réflexions issues de ce contexte, ainsi que des expériences que j'ai vécues en tant que citoyen et chercheur engagé dans des initiatives locales de dialogue sur ces enjeux. La perspective que je présente ici est donc celle d'un acteur de la société civile. Ce texte constitue une réflexion sur les diverses dimensions que comporte la notion de dialogue, sur les enjeux qui pourraient être occultés si l'on n'y prend garde et sur les conditions de réussite d'un dialogue, c'est-à-dire l'atteinte de ses objectifs.

LE DIALOGUE VERSUS LA NÉGOCIATION : UNE VULNÉRABILITÉ ASSUMÉE

La première chose à clarifier, c'est qu'un dialogue n'est pas une négociation. Dans une négociation, on n'essaie pas de comprendre l'autre, de manifester de l'empathie ou de répondre à des demandes. On essaie au contraire d'obtenir le maximum concernant les enjeux en présence, et de ne rien céder, ou de ne céder quelque chose que si l'on obtient une autre chose en échange, plus importante pour nous mais moins importante pour la partie adverse. On finit bien alors par mieux comprendre « l'Autre », non par le sens qu'il donne à ses positions, mais par la résistance qu'il oppose aux pressions exercées contre lui, autrement dit en le poussant jusqu'à ses limites.

Mais au-delà des questions de stratégies et de tactiques, la fonction d'un dialogue est complètement différente

de celle d'une négociation. Entrer en dialogue suppose de vouloir comprendre la perspective de la partie opposée en adoptant une posture d'empathie qui permette une telle compréhension. En faisant cela, on affaiblit sa propre position de négociation et on se rend vulnérable. C'est pour cela qu'il ne faut pas confondre dialogue et négociation, et encore moins dialogue et guerre idéologique. Ces phénomènes doivent être compris comme des activités distinctes, menées à des moments différents et peut-être par des acteurs différents au sein d'une même mouvance. Le dialogue doit avoir comme mission première de comprendre un point de vue qui n'est pas le nôtre et non de négocier.

Une véritable posture de dialogue nous rend donc forcément vulnérable. On doit être prêt à admettre que l'autre partie a, elle aussi, des perspectives valables ou des intérêts légitimes. En cela on s'expose, on se met pour ainsi dire à nu, et l'on prend le risque de voir le rapport de force se modifier en notre défaveur, car la certitude d'avoir raison pourrait être ébranlée et s'affaiblir. La vulnérabilité dont il est question ici n'est pas tellement celle qui découlerait d'un rapport de force matériel favorisant l'autre partie, mais plutôt celle qui découlerait de l'affaiblissement de nos propres certitudes. C'est-à-dire que notre capacité de combattre pour une idée serait affectée négativement. Cela ne signifie pas qu'on y perd au change. Mais cela signifie que l'option que l'on défendait bec et ongles pourrait nous paraître moins légitime qu'elle ne nous paraissait, ce qui pourrait nous rendre moins combatif. Il y a donc un énorme risque à s'engager dans un dialogue. Par contre, cela peut aussi nous pousser à interroger les impensés de nos propres positions et, en réponse à ce défi, à trouver des réponses qui résistent mieux à la critique.

Dans un premier temps, ce genre de risque ne peut être pris que par des sous-groupes à l'intérieur des parties en conflit. Ces sous-groupes, au fil du processus de dialogue, deviendront les ambassadeurs de la partie adverse au sein de leur propre camp. En ce sens, ils pourraient apparaître comme des traîtres, ou des faibles, ou des mous, et être rejetés par leurs propres alliés, qui leur repro-

chieraient trop de compromission. Cela nécessite une grande force intérieure, la capacité d'affronter une possible délégitimation au sein de notre propre base sociale. Les sous-groupes qui s'engagent dans un dialogue avec l'« ennemi » sont en quelque sorte des commandos de la reconnaissance mutuelle, des kamikazes de la réconciliation, et pour cela ils sont parfois sacrifiés.

DÉCONSTRUIRE LA NOTION D'« ENNEMI »

Pour être réellement prêt à ce sacrifice, il faut avoir déconstruit la notion d'ennemi. Il faut avoir identifié, au-delà des enjeux qui nous opposent à la partie adverse, d'autres enjeux qui nous unissent à elle, et qui sont plus importants que les enjeux qui nous divisent. Au-delà des conflits politiques, par exemple, la nécessaire construction d'une citoyenneté commune, qui ne peut s'ériger sur des antagonismes permanents. Au-delà des conflits commerciaux, pour citer un autre exemple, la nécessaire préservation d'une humanité commune menacée par la détérioration de l'environnement.

En parlant des conflits commerciaux qui opposent les économies développées et les amènent à se battre pour des parts de marché toujours plus grandes, mon collègue et ami Richard Foltz a proposé la métaphore suivante : c'est comme si on se battait pour avoir les meilleurs sièges sur le pont du *Titanic*. Un dialogue sur l'urgence environnementale suppose nécessairement que les dirigeants des économies développées soient disposés à perdre une partie de leur puissance, et que les citoyens de ces pays soient disposés à perdre une partie de leur opulence.

Pour ne pas être autodestructrice, cette nécessaire vulnérabilité doit être compensée par une conscience des aspects politiques de la situation, et non seulement de ses aspects psychologiques.

LA CONSCIENCE DES RAPPORTS DE POUVOIR ET LA FAUSSE SYMÉTRIE

Un piège guette les processus de dialogue politique entre des acteurs qui ne jouissent pas d'un même pouvoir. Quand la différence de pouvoir est énorme, l'acteur le plus fort ne sera généralement

pas motivé à entamer un dialogue. Il souhaitera plutôt une négociation qui mènera à la reddition du plus faible, négociation déguisée en dialogue pour donner une impression de grandeur d'âme. C'est la résistance du plus faible et sa capacité à déstabiliser l'ordre social, chose qui pourrait nuire au plus fort, qui peut amener ce dernier à vouloir établir un dialogue véritable, pour désamorcer une situation qui pourrait devenir explosive.

L'un des atouts de l'acteur le plus fort consiste à s'engager dans une négociation qui donne l'apparence d'un dialogue symétrique. On prétend se trouver dans une situation de symétrie, qui ferait que toute reconnaissance symbolique de la part du plus fort envers le plus faible devrait être accompagnée d'une reconnaissance par le plus faible de la raison du plus fort. Un tel « dialogue » aura ainsi pour conséquence de légitimer les privilèges du plus fort. Le pouvoir et les inégalités ne doivent pas être occultés sous prétexte que le dialogue est fondé sur une certaine symétrie. *La symétrie des droits ne doit pas faire oublier l'asymétrie du pouvoir et des privilèges.* En d'autres termes, il ne faut pas réduire les enjeux politiques d'un rapport de pouvoir à ses dimensions psychologiques. Le dialogue ne doit pas être un substitut au redressement des injustices.

LES CLIVAGES ENTRE LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES IDÉOLOGIES QUI NE SONT PAS AU POUVOIR

Cette conscience des rapports de pouvoir, nécessaire dans tout combat politique, peut être projetée telle quelle, à tort, dans le cas de conflits idéologiques au sein de la société civile et donner l'impression à certains qu'ils sont en guerre contre un ennemi puissant qui les écrase. Cela est parfois vrai, mais pas toujours. Et quand elle est adoptée à tort, cette posture entraîne un phénomène de « guerre verbale totale » à mener contre l'ennemi. Même si cette guerre demeure de nature verbale, elle a le potentiel de détruire le tissu social et de forcer des polarisations toxiques. Car le clivage ne sépare pas nécessairement les puissants du gouvernement et « le peuple », ou encore certains groupes dits « marginalisés » qui en subissent le

jou. Dans les démocraties libérales, avec tous les bémols que l'on peut mettre à ce terme, les clivages reflètent de profondes divisions au sein même de la société. Ces considérations sont incontournables quand on parle des clivages qui divisent la société québécoise sur plusieurs enjeux : les rapports avec les Premières Nations, la question des transgenres, le racisme, dont l'islamophobie, réduite à tort au racisme antimusulman. Le dialogue doit ici prendre des formes qui sapent cette polarisation.

L'une des choses qui rendent le dialogue presque impossible, c'est l'insistance sur des arguments qui visent à délégitimer moralement la partie adverse, plutôt que sur des arguments analytiques permettant la contradiction et le débat. Si on vous accuse d'emblée d'être raciste parce que vous préconisez une certaine vision de la neutralité, ou si on vous accuse d'être transphobe parce que vous voyez autrement les frontières entre la biologie et la construction sociale, le dialogue n'est pas possible.

Or le monde postmoderne et décentralisé dans lequel nous vivons héberge des dynamiques plus ou moins indépendantes les unes des autres, et dont l'interaction produit des effets paradoxaux. Autour d'un même enjeu, des facteurs fort différents entraînent des positions similaires, bien qu'à partir de perspectives politiques différentes. Par exemple, on peut s'opposer au port de signes religieux dans certaines fonctions d'autorité coercitive par racisme, ou encore par souci de neutralité, comme on le fait pour la partisanerie politique. Et l'on peut appuyer le port de ces mêmes signes religieux par attitude inclusive et antiraciste, ou encore parce qu'on adhère à une conception fondamentaliste visant à mettre la norme religieuse au cœur de l'espace public. Quelle que soit la posture que l'on adopte, on se retrouve du même côté d'un clivage en compagnie de courants qui peuvent être à l'opposé de nos croyances. La cohérence n'est tout simplement plus possible.

Dans ce contexte, la logique de « guerre verbale totale » amène certains courants progressistes à ne pas prendre en considération des vérités gênantes qu'ils n'arrivent pas à incorporer dans leur vision du monde, et qu'ils finissent par re-

jeter du revers de la main, sous prétexte que les admettre donnerait des munitions à l'ennemi. En voulant délégitimer les options avec lesquelles nous sommes en désaccord, nous refusons de prendre acte des données empiriques que ces options invoquent et que nous ne parvenons pas à intégrer à nos analyses. Et cela a pour résultat qu'une partie de la population, qui voit bien les problèmes que l'on refuse de reconnaître, finit par se ranger à droite, ne trouvant à gauche qu'un déni de ce qui lui semble problématique.

C'est précisément là qu'une posture de dialogue est nécessaire, et qu'elle suppose et entraîne un certain niveau de vulnérabilité, qui doit être assumé. Le dialogue peut apporter des informations et des perspectives utiles pour un changement de point de vue. Mais la disposition à remettre en question ce point de vue ne peut pas venir du dialogue. Elle est un préalable. On ne peut pas convaincre quelqu'un d'être ouvert à changer de point de vue. Cela doit se passer en amont, avant, et ailleurs.

LA DIVISION DES TÂCHES : LE DIALOGUE VERSUS LES CONFRONTATIONS POLITIQUES

Si un rapport de pouvoir est tellement inégal que la partie en position de force ne sent pas le besoin d'établir un dialogue pour sortir de l'impasse, il n'y aura pas de dialogue. L'impasse est généralement causée par la croyance d'une des deux parties qu'à court et moyen terme, elle finira par triompher. Il faut alors « tenir son bout », ne rien céder, ne rien concéder.

Pour qu'elles consentent à s'engager dans un dialogue, les parties en conflit doivent prendre conscience qu'elles ne pourront pas écraser totalement l'ennemi, qu'elles ne pourront pas lui imposer ses solutions. Autrement dit, qu'elles ne pourront pas accéder à une position hégémonique. C'est quand les résistances, parfois violentes, ont un coût pour la partie dominante que certaines factions en son sein peuvent vouloir entamer un dialogue afin de trouver des portes de sortie.

Se met alors en place une division des tâches entre les représentants officiels d'une des parties en conflit, qui poursuivront la confrontation, et des

tendances minoritaires, qui engageront un dialogue avec « l'ennemi ». *Good cop, bad cop*, à condition que le *good cop* prenne son rôle au sérieux et qu'il y croie, sans se dire que ce n'est qu'une feinte pour affaiblir la résistance de la partie adverse. Lorsque les risques associés à ce dialogue apparaissent bien circonscrits, et que des chances de succès ou de dépassement émergent, les représentants officiels d'une partie pourraient, dans un premier temps, approuver le dialogue engagé et, par la suite, s'y engager eux-mêmes. Car il est rare que les têtes dirigeantes des acteurs politiques en conflit amorcent un dialogue, ou qu'elles s'engagent dans un dialogue en cours, s'il n'y a pas eu au préalable des initiatives informelles menées par des courants minoritaires au sein des parties en conflit. Les dirigeants de mouvements politiques peuvent s'engager dans des négociations, mais pas dans un dialogue.

CONCLUSION

Le dialogue entre parties en conflit ne mène pas nécessairement à la résolution des impasses politiques. Mais c'est la seule possibilité autre que la guerre totale, fût-ce sur le plan des mots, qui ne pourrait se terminer que par la victoire d'une des parties. Dans une situation où les parties opposées sont là pour rester et qu'aucune d'elles ne va s'évanouir dans la nature, seul un dialogue sérieux, impliquant des vulnérabilités et des risques compris et assumés, peut permettre une sortie de l'impasse. Cela n'est pas vrai uniquement pour les guerres politiques entre nations : ça l'est aussi pour les guerres idéologiques au sein d'une même société, dont les membres sont condamnés à vivre ensemble pour un long moment encore avant que les identités ne se transforment et que les questions en jeu perdent de leur pertinence. ■

Rachad Antonius est professeur de sociologie à l'UQAM et membre du Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté. Ses publications les plus récentes portent notamment sur les minorités arabes et musulmanes au Canada, sur les relations ethniques au Québec, sur le racisme et les discriminations, sur les conflits politiques au Proche-Orient et sur les révoltes arabes.

revues culturelles québécoises

ARTS VISUELS CIEL VARIABLE - ESPACE - ESSE - INTER - LE SABORD
PLANCHES - VIE DES ARTS - ZONE OCCUPÉE **CINÉMA** 24 IMAGES
CINÉ-BULLES - CINÉMAS - SÉQUENCES **CRÉATION LITTÉRAIRE**
ENTREVOUS - ESTUAIRE - EXIT - LES ÉCRITS - MŒBIUS - XYZ. LA REVUE DE
LA NOUVELLE **CULTURE ET SOCIÉTÉ** À BÂBORD! - L'ACTION NATIONALE
L'INCONVÉNIENT - LIBERTÉ - NOUVEAU PROJET - NOUVEAUX CAHIERS DU
SOCIALISME - RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES - RELATIONS **HISTOIRE**
ET PATRIMOINE CAP-AUX-DIAMANTS - CONTINUITÉ - HISTOIRE QUÉBÉC
MAGAZINE GASPÉSIE **LITTÉRATURE** LES CAHIERS DE LECTURE - LETTRES
QUÉBÉCOISES - LURELU - NUIT BLANCHE - SPIRALE **THÉÂTRE ET**
MUSIQUE CIRCUIT - JEU REVUE DE THÉÂTRE - LES CAHIERS DE LA SQRM
THÉORIES ET ANALYSES ANNALES D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN
ÉTUDES LITTÉRAIRES - INTERMÉDIALITÉS - TANGENCE - VOIX ET IMAGES

sodep

Société de développement
des périodiques
culturels québécois

SODEP.QC.CA